

révolutions

Est-il bien justifié de fêter la révolution française, qui comporta tant de tragiques, d'épouvantables épisodes ? Plus prudemment, on peut la commémorer comme un événement de portée vraiment universelle, en estimant, sans chercher à distinguer dans ce fleuve très trouble les nuances, du clair au noir, les consistances, les odeurs, qu'elle a été "globalement positive".

On peut se défier aussi du terme "révolution", qui évoque on ne sait pourquoi un changement brutal, une rupture avec une situation précédente. Une révolution, c'est plus exactement un tour complet, qui n'implique pas nécessairement un choc. Une pendule par exemple ne cesse de réaliser des révolutions dans la précision et la douceur. C'est ce genre de révolutions qui devrait inspirer les responsables politiques.

La vie politique est plus compliquée qu'une pendule ? Il y a beaucoup d'énergies antagonistes, des rouages qui se correspondent mal, des blocages, et au total un piètre rendement ? C'est vrai, et c'est pourquoi les passages en force, dictatures, régimes autoritaires ... sont si souvent tentés.

La difficulté est de trouver un compromis entre la nécessaire permanence des institutions, du pouvoir, et le non moins nécessaire besoin de changement. La révolution permanente ? L'idée n'a jamais vraiment séduit, on peut même dire qu'elle a été fortement contrée.

C'est qu'on imagine bien à tort cette révolution permanente comme une suite ininterrompue de violences, comme une succession de ruptures. Ce n'est évidemment pas pas cette révolution permanente-là qu'il faut, mais plutôt ces révolutions rapides, sans heurts, que réalise une hélice.

Elles ont de surcroît le mérite de faire avancer le bateau.

Coopération franco - cambodgienne

les programmes de l'Agence Française de Développement

La fête nationale est l'occasion de rappeler l'importance de la coopération franco-cambodgienne.

Cette coopération est très diverse : elle contribue à reconstruire un état de droit; elle participe à la formation de nouvelles élites; elle apporte un soutien décisif au secteur de la santé; elle participe à la restauration et à la mise en valeur du patrimoine khmer; elle appuie le développement du secteur rural; elle s'étend à l'audio-visuel, au déminage, au secours d'urgence ...

Les aspects de la coopération franco-cambodgienne traités ci-dessous sont ceux qui relèvent de l'Agence Française de Développement, AFD.

Ce panorama est issu d'un entretien avec le directeur de l'AFD François Giovalucchi.

nord du pays qui ont peu de ressources. Actuellement c'est encore avec de la soie importée, principalement du Vietnam, que se fait le tissage.

Nous menons ce programme avec le Ministère du Développement Rural.

Le caoutchouc "familial"

L'hévéaculture "familiale" est une formule qui a fait ses preuves, elle est très développée notamment en Thaïlande, où elle représente avec 1,8 million d'ha la quasi-totalité de la production.

L'idée du programme est, dans une première phase expérimentale, d'aider les villageois à se lancer dans cette culture, en les aidant de deux façons :

- financièrement avec des prêts à 7 ans, à travers la Banque de Développement Rural;
- et en les sécurisant dans le domaine foncier, en leur faisant obtenir des titres fonciers.

Cette phase expérimentale concerne maintenant au total 1 millier d'ha, en petites exploitations de 2 ha, 2,5 ha, jusqu'à 5 ha maximum, et on peut considérer que c'est un succès : la Banque Mondiale, qui attendait les résultats de cette phase pilote pour lancer un programme de très grande envergure, prendra le relai en ... 2006.

Pendant ce temps, nous réalisons une seconde phase, 2003 - 2006, destinée à sélectionner de nouvelles variétés et à identifier les terres les plus favorables (projet APIP). L'évaluation est en cours : le projet aura à peu près la même importance que le premier (1,940 000 euros).

Le bureau d'études de Michelin est venu, en consultant de l'AFD. Deux thèmes sont à l'étude :

- d'une part la commercialisation du caoutchouc cambodgien pourrait sans doute être améliorée. Il n'est toujours pas "certifié", de sorte qu'il est vendu à travers le Vietnam comme du caoutchouc vietnamien, et à des tarifs inférieurs de 20 % [la question de la certification est posée depuis 1995 avec la création de l'IRCC, et la fourniture du matériel ad hoc par la France, *cn 5, ndlr*].

- d'autre part les cultures "intermédiaires", c'est à dire entre les rangées d'hévéas, font l'

(suite page 2)

DEVELOPPEMENT RURAL

La filière Soie

Après quatre ans, le Programme de Relance de la Soie dans le Nord-ouest Cambodgien, dit PRESNOG, lancé début 1997 (*cn 67*), s'est achevé en septembre dernier. 2 millions d'euros y ont été consacrés. Comme le potentiel de la filière Soie est important, un nouveau programme, *Programme d'Appui au Secteur de la Soie*, ou PASS, lui succède, avec le même patron, Sisowath Panurath. Il s'étendra sur 4 ans, 3,06 millions d'euros lui seront consacrés.

Il faut distinguer la production de la soie, et le tissage.

Concernant le tissage, on étend l'activité sur des zones situées dans le sud du pays, en cherchant à améliorer les techniques. L'objectif : créer un label "soie khmère". Le Centre National de la Soie, à Puok, non loin de Siem Reap continue à jouer son rôle de formation. Il est toujours un centre d'élevage des vers à soie.

Le plus difficile est la production de la soie. C'est une activité peu rémunératrice, que l'on cherche à développer dans les régions

Sommaire

Les programmes de l'AFD

Développement rural.

Infrastructures,

Micro-finance ... pp. 1 - 2 - 3

Dossier

les routes nationales

pp. 4 - 5 - 6 - 7

Confection : conditions de travail

p. 7

Livres *Cambodia investment Guide*

p. 7

Médias

p. 8

coopération franco - cambodgienne



(suite de la page 1)

l'objet d'études nouvelles. Ces cultures -haricots, soja, - sont destinées à faire vivre les familles pendant les sept années qui suivent la plantation des arbres, en attendant qu'ils produisent du latex. Une technique nouvelle expérimentée à Madagascar consiste à planter les hévéas non en rangées régulièrement séparées de 8 mètres, mais en "double rangées", séparées d'espaces nettement plus importants, qui permettent un meilleur ensoleillement et des cultures intermédiaires plus rentables. Le nombre d'arbres par ha reste le même, mais le rendement global est amélioré. Le CIRAD (*Centre de Coopération Inter-nationale en Recherche Agronomique pour le Développement*) a réalisé une étude, on en attend les conclusions.

Le rôle de l'AFD dans le domaine de l'hévéaculture concerne plutôt le côté socio-économique : convaincre et aider les paysans en les amenant sur le terrain, lancer la formule des exploitations familiales.

Lorsque le projet de la Banque Mondiale commencera, en 2006, nos hévéas seront en production, et nous

passerons le relais à la Banque Mondiale.

Agriculture péri-urbaine

Commencé en 1996, ce projet d'*Agri-Sud*, dit PADAP, qui consiste à former des paysans par un système de "maîtres-exploitants" et qui contribue aussi à reclasser des populations non sédentarisées a concerné les provinces de Battambang, Pursat, Siem Reap, et Phnom Penh (cn 165). Il se termine fin 2002. Il faut maintenant qu'il s'auto-finance. Une mission du BDPA va réaliser une évaluation du programme PADAP en septembre.

Les polders de Prey Nup

Les quatre premiers polders sont terminés (cn 108, 152, 158), et la convention concernant les polders 5 et 6 a été signée. La dépense totale est portée à 10 millions d'euros.

Le projet comporte d'une part la construction des digues, d'autre part la gestion en commun des installations et de l'usage de l'eau.

L'Association des usagers de Prey Nup a été créée, dont les membres paient une cotisation. Elle a bien fonctionné la première année, les cotisations ont été réglées dans la proportion d'environ 85 %. La seconde année est plus difficile, avec seulement un peu plus de la moitié es redevances payées. On dit que cette dégradation est due aux conditions climatiques. Ces raisons climatiques n'expliquent pas tout.

On attend l'appui des autorités locales : elles doivent dire aux gens qu'il faut payer, il faut que la justice soit appliquée, sinon ceux qui paient se décourageront. La redevance n'est pas élevée : moins de 30 % du surplus obtenu par le nouveau système.

Il doit être clair que l'AFD ne comblera pas le déficit; ce sera l'Etat. Les modalités de cette gestion ont été décidées de façon concertée, elles sont dans la loi. Ce qui est en jeu ce n'est pas seulement l'entretien des digues, c'est la vie sociale de cette zone, c'est un modèle associatif.

Parc national de Ream

Ce projet vient en prolongement de celui des polders. Il s'agit en premier lieu de protéger la mangrove, qui joue un rôle important dans la protection des digues contre les mouvements de la mer. Cette mangrove est déjà grignotée, pour environ 10 %, par des fermes de crevettes et d'ananas.

L'idée est de développer le parc national de Ream qui se trouve là, de lui donner des moyens de surveillance, en même temps d'en faire un centre d'attraction touristique, tout proche de Sihanoukville, avec des bateaux pour la promenade...

Une mission d'identification est sur place. Il faut que le gouvernement s'implique : trois ministères sont concernés : les Ressources en Eau, l'Agriculture, et l'Environnement.

Dès que les autorités auront confirmé leur collaboration au projet, on le mettra en place, on espère début 2003. 1 à 1,5 million d'euros y seront consacrés.

Irrigation : Stung Chinit

Projet d'irrigation dans le sud de la province de Kompong Thom mené depuis début 2001 avec la Banque Asiatique de Développement.

Il comporte d'une part la construction d'infrastructures, c'est l'affaire de la BAD; et d'autre part l'organisation paysanne pour la gestion de l'eau, partie financée par l'AFD pour 3, 250 millions d'euros.

On négocie pour un projet d'irrigation très vaste, qui concernerait 4 provinces du nord-ouest. Des canaux sont en cours de réhabilitation (stung Chikraeng).

Infrastructures

Les projets financés par l'AFD comportent :

- l'appui à EDC : création d'un Centre de formation et de deux agences-clientèle. Ce projet commencé en 1999 prend fin en 2002. Son montant : 3,1 millions d'euros.

- le co-financement avec la Banque

A PROPOS ...

Mekong Airlines

Avec deux Airbus A-320 et un ATR-42, cette nouvelle compagnie, née d'une alliance entre des intérêts cambodgiens (51 %) et australiens, a l'intention de desservir Phnom Penh, Siem Reap, Battambang, et sur les lignes internationales Bangkok, Ho Chi Minh, Kuala Lumpur, Singapour, Hong Kong, Guanzhou (Canton). Elle a l'ambition de desservir plus tard des destinations lointaines

comme l'Europe, l'Amérique du nord, l'Asie septentrionale.

quatre conventions

Signées le 4 juillet par S.E. Hor Namhong, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération internationale et S.E. A.J. Libourel, Ambassadeur de France, ces conventions de financement concernent :

- la poursuite de l'action menée depuis 1993 en faveur de l'Institut de Technologie du Cambodge : prise en charge d'enseignants expatriés et de

personnel d'encadrement, financement de bourses, achats d'équipements modernes. La convention franco-cambodgienne de formation professionnelle est reconduite pour 3 ans.

- appui à l'enseignement du français : améliorer la formation des professeurs de français des lycées et collèges, à l'URPP, à la Faculté de Pédagogie, à la Faculté de Droit et de Sciences Economiques et à l'Ecole Royale d'Administration; unifier le réseau des classes francophones créées par l'AUF;

développer la section franco-khmère du lycée Sisowath; former une équipe de jeunes linguistes.

- appui à la définition de politiques sectorielles agricoles.

- appui institutionnel au ministère de la Santé; améliorations au sein de six hôpitaux; assistance au Laboratoire national de contrôle de la qualité; contribution à la lutte contre le Sida et les MST.

Contribution française : 6 372 400 euros.

coopération franco - cambodgienne

Asiatique de Développement de l'électrification de 8 villes de province. L'AFD finance celui de **Stung Treng**. L'appel d'offres est en cours.

- l'**adduction d'eau** à Phnom Penh, quartiers de Pochentong, Meanchey, Russei Keo; il pourrait comporter un chateau d'eau (cn 158, 159).

- reconstruction de **3 ponts** sur la nationale 11 Neak Luong - Svay Rieng, détruits par les inondations. Ils sont presque terminés. Le coût : 3 millions d'euros.

Angkor - Siem Reap

La première convention signée avec l'APSARA vient de se terminer. Le montant est de 1,140 000 euros. Elle portait sur la création, l'organisation de l'APSARA, l'acquisition d'une réserve foncière, un règlement d'urbanisme pour Siem Reap. S'agissant de ce règlement d'urbanisme, une première version, jugée trop contraignante, a été refusée (cn 167). Une nouvelle version plus souple a été proposée. Selon qu'elle sera ou non adoptée, la coopération sera poursuivie. Il s'agit d'une zone sensible, où il faut établir et faire respecter des normes d'aménagement urbain, mettre fin à l'anarchie. Etant donné l'augmentation rapide du nombre de visiteurs, il faut réaliser des investissements importants, non seulement des hôtels, mais des loisirs. Actuellement les visiteurs ne restent à Siem Reap en moyenne que 1,5 jour. Il faut allonger cette durée, la différence en termes de rapport sont énormes.

L'idée est de faire de la "zone hôtelière" rebaptisée "Cité Culturelle et Touristique" (cn 177) un centre d'accueil et d'informations, "les portes d'Angkor", d'explications et d'attraction, qui pourrait comporter un golf, un musée avec une partie de la Conservation d'Angkor, un centre de conférences internationales... Une politique "haut de gamme" consisterait à organiser un concours international d'architecture et d'urbanisme. En attendant, nous avons financé pour 3,8 millions d'euros les deux grands axes de la voirie. Le pont qui permettra l'accès au petit circuit n'est

pas encore terminé. Il restera à réaliser le reste des infrastructures.

Ont été financés aussi l'étude du réaménagement des berges de la rivière de Siem Reap, une signalétique dans le parc archéologique, un plan de circulation.

- **trois marchés** : il s'agit surtout du Psar Thmei ou Marché central, construit en 1937 et qui présente quelques signes de faiblesse; il faut une reprise générale. Aussi du Psar Chhas et du Psar Kandal, où il faut améliorer l'hygiène. 4 millions d'euros seront consacrés à ces marchés. Les concours ont été lancés et les dépouillements auront lieu fin août.

MICRO-FINANCE

L'AFD soutient 4 instituts de micro-finance avec la participation de PROPARGO, société de Promotion et de Participation pour la Coopération Economique, filiale à 100 % de l'AFD. Ces organismes, le principal étant EMT (*Ennatién Moulethan Tchonnebat*, cn 131), ont eu des résultats très intéressants; 3 ont atteint leurs objectifs et vont vers l'autonomie. Nous avons l'intention de développer de façon importante l'activité de la Proparco, qui propose des prêts aux entreprises à des taux intéressants. Nous souhaitons trouver des banques

avec lesquelles nous coopérerons pour qu'elles distribuent des crédits à moyen terme aux PME (sur la Proparco : cn 133).

COMMERCE INTERNATIONAL

Dans le cadre de l'aide aux pays les moins avancés, 9 pays ont été choisis, dont le Cambodge, pour bénéficier d'une assistance à l'insertion dans le commerce mondial. Il s'agit de promouvoir les capacités d'exporter, de fournir de l'information sur les marchés, etc...

L'AFD va prochainement compter une personne supplémentaire qui travaillera sur ces questions d'exportation ainsi que sur les dossiers de la Proparco.

Quelques thèmes forts

Quelle est l'évolution d'ensemble des activités de l'AFD au Cambodge ? Certains programmes se terminent, comme l'agriculture péri-urbaine; d'autres sont en voie d'achèvement comme l'hévéaculture familiale, dont la Banque Mondiale prendra le relais. Nous conservons quelques thèmes forts : l'eau et l'irrigation; les infrastructures urbaines; Proparco et l'assistance financière aux entreprises. ■



Médias

Deux journaux ont été réalisés par des étudiants en cours de formation :

Nouvelle Génération, paru de 5 juillet, 10 pages, avec notamment un dossier sur la diaspora cambodgienne, est l'oeuvre des étudiants-journalistes du département d'études franco-phones de l'URPP: interviews du vénérable Boukry, du Dr Lao Mong Hay; ...

Phnom Penh-Mag, 8 pages, paru en juin, est le travail d'étudiants du cours de français

intensif du Centre Culturel. Thème central : la circulation dans la capitale.

Le **Phnom Penh Post** fêtait le 11 juillet son dixième anniversaire, en présence de nombreux amis qui ont, avec Michael Hayes et Kathleen O'Keefe, salué "10 ans de liberté de la presse au Cambodge".

Électricité

Une ligne à haute tension de 200 km reliera la Thaïlande au Cambodge. Un *memorandum*

of understanding a été signé entre une compagnie thaïlandaise et le Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie. Capacité 80 MW, coût du projet environ 20 millions de dollars. La construction devrait être achevée fin 2004.

O'Smach nouveau passage

Ce nouveau point de passage entre Cambodge et Thaïlande encore à l'étude facilitera les échanges frontaliers, et favorisera les visites touris-

tiques. Jusqu'à présent ce passage était utilisé surtout par les Thaïlandais venant dans les deux casinos existant à O'Smach.

**Cambodge
Nouveau
ne copie
personne
ne le copiez
pas !**

réhabiliter et entretenir les routes nationales du Cambodge



C'est à cette question qu'a été consacré un atelier organisé le 27 septembre par le ministère des Travaux Publics et des Transports.

Le directeur général du ministère des Travaux Publics et des Transports Chhin Kong Hean et les experts de Wilbur Smith ont présenté le plan de réhabilitation et d'entretien à long terme des 12 156 km de routes nationales qu'ils ont mis au point, après recensement minutieux de toutes les routes du réseau, de leur longueur, de leur état.

L'objectif : un réseau de routes principales sûr, utilisable par tous les temps, durable, pour le meilleur coût possible. Deux chapitres : la réhabilitation, et l'entretien.

réhabilitation : un plan de 10 ans

- donner au réseau des routes les plus importantes, dites "primaires", c'est à dire les 7 RN, la première priorité; la réhabilitation de ces 2 202 km est en cours, elle doit être terminée en 2006

- réhabiliter les plus mauvaises routes du réseau dit "N2", soit 75 % des 2 754 km, pour 2008.

- réhabiliter les plus mauvaises routes provinciales, réseau dit "N3", soit 95 % des 5 700 km, pour 2014.

L'objectif est d'améliorer la surface de toutes les routes en : - asphaltant chaque année 400 km de routes N1 et N2 actuellement bitumées; - transformant toutes les routes de terre en routes latéritées; - transformant toutes les routes latéritées en surfaces bitumées pour 2014.

Le réseau "primaire" en bonne voie

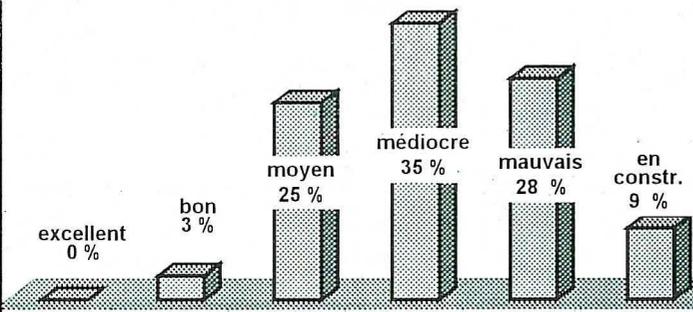
Les tableaux ci-contre montrent bien l'avance du réseau de routes primaires "N1" (2 202 km) sur l'ensemble du réseau national (12 156 km).

	N1 2 202 km	N2 2 754 km	N3 5 700 km
bonnes ou très bonnes	10 %	4 %	2 %
moyennes	26 %	18 %	27 %
médiocres ou Mauvaises	33 %	75 %	67 %
en construction	31 %	3 %	5 %

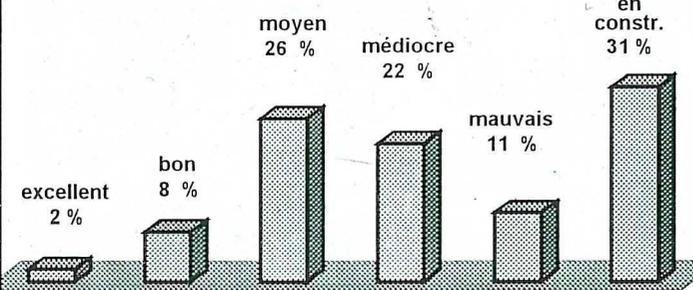
Définitions : "bonnes" ou "très bonnes" permettent une vitesse de 70 km/h et au-delà - "acceptables" : de 50 à 70 km/h - "médiocres" et "mauvaises" : de 5 à 50 km/h.

"moyennes" est le niveau où une intervention devient nécessaire, fait observer Jan Coester. D'autre part, les vitesses ci-dessus ne sont que des ordres de grandeur.

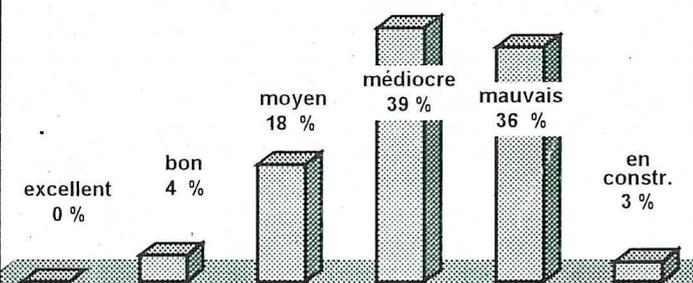
Réseau national état des routes (répartition en %)



état des routes "N1" (répartition en %)



état des routes "N2" (répartition en %)



Graphiques et tableaux c.n., d'après statistiques et documents du Ministère des Travaux Publics et des Transports, workshop 27 juin 2002.

12 156 km de routes nationales

entretien : stratégie à long terme

L'organisation administrative préconisée par l'équipe de Wilbur Smith est très décentralisée. Elle attribue au département des Travaux Publics de chaque province la planification, la gestion et l'exécution des travaux d'entretien. Ils peuvent faire réaliser les travaux par une entreprise locale.

Il y a accord préalable avec le Ministère sur les travaux à réaliser et sur leur coût, et il y a contrôle commun des travaux.

Procédure : les Départements des Travaux Publics de chaque province auront à présenter au Ministère des Travaux Publics un programme d'entretien annuel chaque 30 octobre; - ils établiront un accord de travaux avec le ministère des Travaux Publics pour le 15 décembre; - ils recevront du ministère les fonds correspondants pour le 10 janvier; - tous les travaux feront l'objet d'un rapport; - tous les services départementaux feront un rapport chaque mois sur les travaux effectués avec une facture; - il y aura chaque année un rapport sur l'état des routes et des ponts.

Pratiquement, l'entretien comporte les points suivants :

- recharger les routes latéritées tous les 3 ans : ajouter 10 à 20 cm d'épaisseur d'agrégats, reprofiler et compacter;
- réparer les routes de terre et de latérite 4 fois par an;
- enlever tous corps étrangers et la végétation;
- reboucher tous les nids de poule dans les 15 jours suivant leur apparition;
- réparer tous les dommages subis par le système de drainage.

Réhabilitation et entretien 1,6 milliard de dollars sur 10 ans

Le coût de la réhabilitation et de l'entretien sont estimés pour 2002 à 110 millions de dollars. Environ 15 millions apportés en principe par le gouvernement, le reste par les bailleurs extérieurs (voir dans *cn* 166,167 et 168

Surfaces

La meilleure, la plus durable, la plus chère est dite "asphalte-ciment" ou asphaltée. L'entretien est facile. Ensuite BDRTS "double bituminous road surface treatment", moins résistante; ces deux surfaces sont étanches ("sealed"). Ensuite les routes latéritées, excellentes mais qui demandent un entretien important; enfin les routes de terre, glissantes et très détériorées par temps de pluie.

Inventaire et programme de réhabilitation des routes nationales

	km	réhabilitation terminée	coût mio \$
nationales primaires ("N1")	2 202	2006	477,0
nationales secondaires ("N2")	2 754	médiocres et mauvaises 2008	373,8
provinciales numérotées ("N3")	3 949	médiocres et mauvaises 2014	805,5
prov. non-numérotées ("N3")	1 751		
Routes urbaines sous MTPT	1 700		
Total routes sous MTPT	12 156		

Graphiques c.n. d'après statistiques ministère des Travaux Publics et des Transports

les travaux en cours avec leur financement). En fait sur les 15 millions promis par le ministère des Finances pour l'instant 3,5 seulement sont disponibles. Quant aux bailleurs de fonds, ils ne financent pas encore l'entretien. L'idée progresse, mais en attendant "il faudrait 15 à 20 millions de dollars de plus", nous dit Gerald T. Scott, chef de projet.

Les investissements devront augmenter dans les années qui viennent, selon le plan à long terme présenté le 27 juin, atteignant leur maximum dans les années 2005 - 2009 : au total, réhabilitation et entretien, **entre 160 et presque 180 millions de dollars par an.**

Pour les années 2002 - 2014, il faudra dépenser au total **1,6 milliard de dollars**, selon les calculs des experts.

C'est une somme très importante. Les experts font observer que c'est une dépense rentable. La valeur du réseau de routes nationales, ponts compris, peut être estimée, dans son état actuel, à 850 millions de dollars, soit environ 45 % de sa valeur maximale, une fois remis en état : 2 milliards de dollars.

A côté de cet aspect comptable, il est évident que la remise en état des routes nationales apporte au pays des effets de la plus grande importance : - accès facile aux frontières et augmentation des échanges; - transports plus faciles et diminution importante de leur coût; - diminution de la pauvreté; - meilleure qualité du Tourisme.

prise en charge progressive du gouvernement

L'idée générale est que la part payée par le gouvernement va s'accroître progressivement, tandis que la part payée par les bailleurs extérieurs ira en diminuant, pour disparaître en 2014.

Pour les 12 ans 2002 - 2014, le financement venu de l'extérieur atteindra au total 1,1 milliard de dollars, celui du "Fonds routier national" (gouvernement) : 344 millions de dollars.

La dépense annuelle du gouvernement devra passer de 15

(suite page 6)



**comin
khmere**

La garantie du résultat

Le spécialiste de :

- La climatisation
- La génération et distribution électrique
- Le traitement d'eau

Tel : (855) 23 426 056
cksales@comin.com.kh

12 156 km de routes nationales

(suite de la page 5)

millions de dollars actuellement à environ 42 millions en 2014.

Entretien

Il faudrait y consacrer actuellement, et pendant plusieurs années plus de 40 millions de dollars par an, selon les experts. Mais les fonds accordés par les bailleurs de fonds pour la réhabilitation ne comportent pas encore de "volet entretien". L'ADB s'engage dans cette voie (voir ci-après). La part du gouvernement, en principe 15 millions de dollars pour 2002, laisse un manque d'au moins 15 à 20 millions de dollars.

Le plan prévoit que jusqu'en 2009, le Fonds routier national prendra en charge une part croissante de l'entretien : de 10 millions de dollars environ actuellement, la somme passera progressivement à 30 millions de dollars en 2009. Dans le même temps, la part des bailleurs extérieurs consacrée à l'entretien diminuera, passant à zéro en 2009.

Réhabilitation

Même évolution pour la réhabilitation : la part des bailleurs extérieurs, environ 65 millions de dollars en 2002, va continuer à augmenter, atteignant son maximum dans les années 2005 - 2009 : elle dépassera 130 millions de dollars par an pendant les années 2006 2007, 2008, 2009. Elle diminuera ensuite jusqu'en 2013, le relié étant entièrement pris en 2014 par le Fonds routier national.

Le Fonds routier national commencera à financer la réhabilitation en 2010 et la prendra entièrement en charge en 2014. Cette année-là, ses dépenses, environ 42 millions de dollars, seront consacrées pour environ 24 millions à la réhabilitation, et environ 18 millions à l'entretien.

Y a-t-il d'autres choix ? On peut évidemment dépenser moins, suivre un rythme plus lent. On peut être tenté par des économies sur la réhabilitation des routes "N2" et "N3", qui représentent la majeure partie du coût total de la réhabilitation : 1,17 milliard de dollars sur 1,6 milliard, (voir tableau page précédente). Les calculs des experts montrent qu'un rythme de réhabilitation plus lent (par exemple 6 à 8 % seulement réhabilités par an) entraînerait sur le long terme des coûts d'entretien beaucoup plus élevés tandis que les résultats seraient considérablement plus faibles :

- dans l'hypothèse décrite et préconisée par les experts : en 2014 plus de 90 % des routes nationales seront excellentes, bonnes ou acceptables; les routes très mauvaises, mauvaises et médiocres n'existeront pratiquement plus; les routes en construction ne représenteront qu'un très faible kilométrage. Dépense annuelle totale : environ 42 millions de dollars

- dans l'hypothèse d'un rythme de réhabilitation lent, d'économies réalisées aux dépens des "N2" et "N3" : en 2014

la proportion des routes médiocres à très mauvaises restera de près de 50 %, avec des coûts d'entretien de près de 50 millions de dollars par an; la proportion des routes excellentes, bonnes ou acceptables ne sera que d'environ 50 %. Dépense annuelle totale réhabilitation et entretien : environ 90 millions de dollars.

Conclusion : il vaut mieux dépenser beaucoup, vite, que dépenser beaucoup plus, et pendant longtemps.

Le Fonds routier national

Pour que le plan à long terme de réhabilitation et d'entretien soit effectivement réalisé, il faut une autorité ad-hoc : le Fonds routier national existe en principe depuis 1999, mais il n'est pas encore opérationnel.

Le rapport du ministère des Travaux Publics préconise un organisme indépendant, responsable de la gestion. Il comporterait des représentants du Gouvernement et des représentants des usagers. Ce fonds définirait les procédures, contrôlerait les recettes, les paiements aux agences d'entretien, les conditions de ces déboursments, il ferait l'analyse économique, il contrôlerait la qualité ...

Comment serait-il financé ? - par les taxes sur les carburants; - les licences accordées aux véhicules; - les licences aux camions; - les amendes; - les taxes sur les transports internationaux; - les droits de passage sur les ferries, les ponts, les routes.

Il faut augmenter ces ressources, explique Murray G Osgood. Non augmenter les taxes sur les carburants, qui sont déjà élevées, mais : - supprimer les exemptions, qui pourraient représenter 50 % du total des taxes sur le fuel; - augmenter le prix des licences aux véhicules (on va le faire en deux phases d'ici 2014); - augmenter le coût des licences aux véhicules lourds; - augmenter les amendes aux véhicules en surcharge, qui sont les premiers responsables de la dégradation des routes.

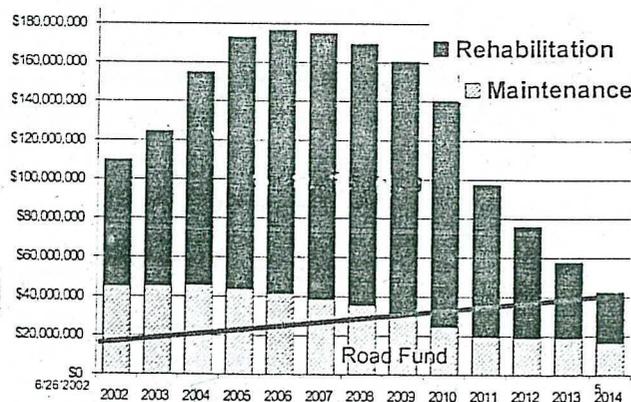
L'ADB financera aussi l'entretien à condition que ...

La Banque de Développement Asiatique, qui est un peu le leader en matière de réhabilitation du réseau routier, va poursuivre son assistance. Deux projets : d'une part la réhabilitation de Siem Reap - Poipet (RN 6 et RN 5), en asphalte (elle a été réparée mais se dégrade déjà). C'est une section de la future Asian Highway, d'autre part celle des routes 68 et 56 dans le nord-ouest, un boucle qui relie Kralanh sur la RN6 à Samraong, à Banteay Chhmar, et à Banteay Meanchey sur la RN6.

Un fait nouveau fondamental : la BAD est disposée à ajouter au financement de la réhabilitation celui de l'entretien. Mais ce sera une assistance conditionnelle :

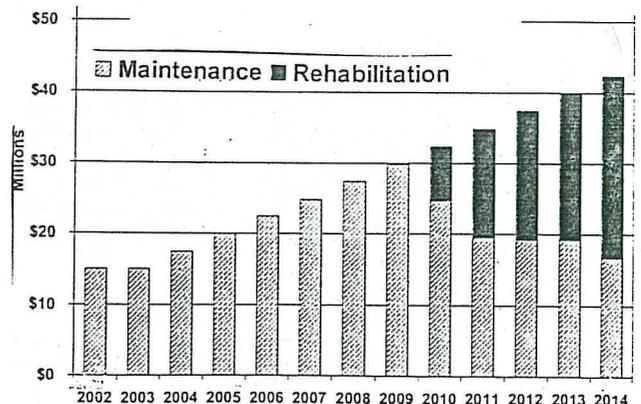
besoins de financement

2002 - 2014 : 1,6 milliard de dollars



Fonds routier national

2002 - 2014 : 344 millions de dollars





LIVRES

Cambodia Investment Guide
DFDL / Mekong Law Group

Un ouvrage utile aux entreprises, en l'absence de documents officiels facilement accessibles.

Il donne par exemple le texte de la loi de 1994 sur les investissements, et le texte du sous-décret d'application du 29 décembre 1997, sous-décret actuellement en vigueur et dont la modification, très longuement discutée, est prochaine. Les annexes donnent le détail des secteurs d'activité qui bénéficient de conditions fiscales de faveur et, par secteurs d'activité, les matrices, les critères, qui permettent de calculer les exemptions fiscales accordées. C'est justement ce système assez compliqué que l'on va simplifier.

Plus intéressant encore, il expose clairement les dispositions du nouveau projet de loi sur les investissements, approuvé fin mars par le Conseil des Ministres, mais pas encore adopté par l'Assemblée. On en

connait les dispositions générales : agrément attribué par le CDC dans un délai maximum de 31 jours; modification du délai de grâce fiscal, qui sera automatiquement de 3 ans, et pourra être prolongé de 3 à 6 ans selon les secteurs après les premiers bénéficiaires ou les premiers revenus; suppression de la taxe de 9 % sur les bénéfices - sauf pour ceux qui en bénéficient déjà - qui passe à 20 %; taxe sur les dividendes, ...



Plus généralement, ce livre donne un panorama de la législation concernant les entreprises par chapitres : enregistrement des sociétés, fiscalité, banques et finances, immobilier, commerce et douanes (MFN, GSP, quotas, CEPT, ...), immigration et naturalisation, travail et emploi, propriété intellectuelle, ressources naturelles et environnement, règlement des litiges, ...

Utile aussi : la liste nominative des principaux responsables de chaque département ministériel. Les chiffres concernant les investissements agréés depuis 1994, par année, pays, et secteurs d'activité.

Cambodia Investment Guide, 138 p., en anglais, DFDL / Mekong Law Group, 2002.



Mekong Libris

Librairie - Presse - Papeterie

Votre Nouvelle Librairie
au cœur de Phnom Penh !

Place de la
Poste Centrale
Phnom Penh
Cambodge

Tel: 023 884 304 • Portable: 012 804 751

Email: dg_distri@bigpond.com.kh



routes nationales

- le Ministère des Travaux Publics devra comporter un organisme chargé de l'entretien qui aura compétence sur toutes les routes;
- le Ministère sera responsable de toutes les opérations d'entretien;
- il devra faire bon usage du fonds pour toutes les routes nationales et provinciales.

"Je ne suis pas très optimiste quant à la réalisation du plan tel que nous l'avons mis au point avec le Ministère des Travaux Publics, dit Gerald T. Scott, dont la mission prend fin. L'obstacle n'est pas le manque de compétence professionnelle, ni la corruption. Le frein vient plutôt de l'inefficacité administrative, de disputes, de complications entre ministères."

"Beaucoup dépend de la BAD : il lui revient d'imposer le plan qui a été mis au point, et d'imposer un Fonds Routier National efficace. Ce Fonds aura certainement besoin de l'assistance d'experts extérieurs".

[les tableaux ci-contre montrent la prise en charge progressive par le gouvernement de l'entretien des routes nationales, et à partir de 2010, de la réhabilitation]

**Cambodge Nouveau prépare un
Guide des Routes du Cambodge**

Confection

les conditions de travail s'améliorent

L'ILO vient de publier son troisième rapport, et la conclusion que l'on peut en tirer sans ambiguïté est que les conditions de travail s'améliorent dans les usines de Confection. *"Oui, les usines appliquent dans l'ensemble les recommandations que nous leur avons faites"*, nous dit Lejo Sibbel, responsable de ce secteur pour l'ILO / BIT. Les réactions sont relativement rapides si l'on considère que nous avons commencé nos visites il y a 18 mois". Les entreprises réfractaires sont peu nombreuses; il s'agit le plus souvent de mauvaises communications entre employeurs et employés, de difficultés dues à la différence des langues, de mauvaise compréhension.

Ce qui reste : des salaires et des heures supplémentaires pas toujours correctement payés.

"Il faut maintenant élargir à toutes les entreprises de confection ce que nous avons fait pour les 34 que nous avons suivies, et promouvoir la "safety health policy" que nous avons mise au point"

Il faut rappeler que l'accord Washington-Phnom Penh qui lie à l'amélioration des conditions de travail une augmentation annuelle des quotas d'importation de 18 % (maximum), est encore unique au monde (cn 173).

L'incitation au progrès social est donc forte, et elle ne peut qu'augmenter, car les grands commanditaires américains sont de plus en plus attentifs (sous la pression de l'opinion) à la façon dont sont fabriqués les produits qu'ils distribuent. A l'évidence, ils se garderont de passer commande aux "moutons noirs" que pourraient signaler les rapports de l'ILO, privilégier au contraire les entreprises bien notées.

Car, c'est une innovation audacieuse, et peut-être une arme très efficace : les 30 entreprises suivies par l'ILO sont pour la première fois nommées, les améliorations effectuées, ou non, par chacune sont explicitées clairement : contrats d'embauche, respect des horaires de travail, des heures supplémentaires, des congés, congés-maternité, sécurité et accidents du travail, infirmerie, éclairage, bruit, aération, température, eau potable, sanitaires, liberté d'association, règlement des litiges, ...

Cette louable et exceptionnelle transparence devrait inciter les acheteurs les plus sourcilleux à passer commande aux usines de confection cambodgiennes. Il est question que Nike, parti il y a deux ans, revienne.

Les responsables du secteur, Van Sou Ieng président de l'Association des Industriels de la Confection (GMAC), Sok Siphana secrétaire d'Etat au Commerce, le Ministère du Travail, ... suivent attentivement le processus. Le *Financial Times* lui-même lui consacrait un article le 18 juin dernier.

C.n.



MEDIAS

Commerce extérieur 2001

Les exportations ont continué à progresser, + 18 % (+ 41 % en 2000), grâce surtout à la Confection : 1,3 milliard de dollars soit près de 90 % du total. Suivent : le bois, en forte baisse (2% du total), le caoutchouc pour 26 millions de dollars (2%), les chaussures pour 26 mio (2 %), etc ...

Les importations, 1,5 milliard de dollars en 2001, principalement produits entrant dans la confection (577 millions de dollars) et produits pétroliers (208 mio) ont progressé moins rapidement que les exportations, de sorte que le déficit commercial du Cambodge a diminué : 212 mio de dollars.

[d' après **Cambodge-Actualités**, Mission Economique, juillet 2002]

Siem Reap : un parc culturel ?

L' IFC, International Finance Corporation, branche de la Banque Mondiale, consacrerait 10 millions de dollars à créer un "parc culturel" sur 20 à 30 ha dans la "zone hôtelière" de Siem Reap (devenue "Cité culturelle et touristique" ndr), aménagements et bâtiments reflèteraient la civilisation cambodgienne et la vie aux temps d' Angkor. Le responsable du projet sera M. Martin French, qui dirige *Angkor Living Company*. Le projet est à l' étude au CDC.

[d' après **Rasmei Kampuchea** 22.5. trad. *The Mirror*]

Forêts : concessions, protection, loi

21 concessions, concernant 15 compagnies forestières, au total 3,001 millions d' ha, ont été supprimées, a déclaré M. Chan Tong Yves, Secrétaire d' Etat à l' Agriculture, aux Forêts et à la Pêche. Il a rappelé qu' il existe au Cambodge 23 parcs

nationaux de conservation des forêts et de la vie sauvage, 7 parcs nationaux, à Kampot, Koh Kong, Sihanoukville, Siem Reap, Stung Treng, Ratanakiri, totalisant 742 250 ha, créés par décret royal. 10 réserves de vie sauvage dans les provinces de Koh Kong, Pursat, Kompong Thom, Battambang, Siem Reap, Preah Vihear, Ratanakiri, Mondolkiri, et Kratie, totalisant 2 030 000 ha. Les zones de conservation génétique et de protection de la vie sauvage concernent 429 438 ha au Mondolkiri et 130 027 à Preah Vihear.

Une nouvelle zone de protection forestière va être créée concernant les pentes du massif des Cardamomes, sur 1 000 820 ha. La loi forestière, discutée à l' Assemblée depuis le 19 juin : 4 chapitres sur 18 (109 articles au total) ont été adoptés.

[d' après **Rasmei Kampuchea** 3.7., trad. *The Mirror*]

Preah Vihear : + 20 000 habitants

Grâce à la paix revenue, et depuis six mois que la province est aidée par la municipalité de Phnom Penh, la population de Preah Vihear, tombée à un peu plus de 10 000 habitants pendant la guerre, s' est accrue très rapidement, elle atteint actuellement presque 40 000 habitants, venus de Kompong Cham, Takeo, Kandal. Le gouverneur va edmander au ministère de l' Intérieur de créer et de nommer des villages, districts et communes.

[d' après **Cheat Kampuchea** 1.7., trad. *The Mirror*]

Pauvreté, sida : le rapport du PNUD

Le 5ème rapport du PNUD sur le développement humain au Cambodge, rendu public le 3 juillet, considère que le Cambodge est le pays le plus pauvre du Sud-est asiatique et celui où le taux de sida le plus élevé, atteignant 2,8 % des adultes.

[d' après **Rasmei Kampuchea** 6.7., trad. *The Mirror*]

Laos : la drogue et la mort

Premières condamnations à mort pour trafic de drogue depuis que la loi a été

durcie en 2001. Le 19 juin à Vientiane 3 condamnations ont été prononcées; 2,75 kg d' héroïne et 1600 pilules d' amphétamines avaient été saisies.

[d' après **Le Renovateur**, Vientiane, 22. 6.]

Vietnam : une industrie laitière ?

Le Vietnam veut créer une industrie de produits laitiers destinée à remplacer progressivement ses 330 millions d' importations (dont 151 millions de Nouvelle Zélande). La consommation de produits laitiers augmente rapidement, mais reste encore faible : 6,5 litres par tête et par an; elle est de 27 litres en Thaïlande, et jusqu' à 150 litres en Europe. Une joint venture Hollande-Vietnam investit 6,6 millions de dollars dans un projet 2002-2006. 1 100 fermiers sont impliqués, dans 4 provinces. Ils recevront des trayeuses et une formation concernant l' hygiène, une organisation pour le fourrage. Le lait sera collecté chaque jour.

[d' après **Far Eastern Economic Review** 27.6]

Les Viêt kiêu

Ces Vietnamiens vivant à l' étranger sont 2,5 à 2,7 millions, surtout aux Etats-Unis (1,12 million), au Canada (170 000), en Europe occidentale (400 000 dont 250 000 en France, 110 000 en Allemagne), en Australie (175 000).

Ils représentent plus de 20 % des visiteurs du Vietnam. La diaspora vietnamienne a envoyé sous forme de mandats 1,757 milliard de dollars en 2000 pour aider les proches restés au pays.

Ceux qui ont tenté de créer une entreprise au Vietnam sont souvent déçus d' être traités comme des étrangers, notamment dans les relations avec les autorités, les prêts bancaires, la propriété d' une maison (interdite) et pour toutes les dépenses, hôtels, téléphone, voyages intérieurs (tarifs plus de deux fois plus élevés). Ces entreprises ont du mal à survivre face aux entreprises d' Etat non-rentables mais subventionnées, bénéficiant de prêts à taux préférentiels, de reports de dettes etc ...

Le montant cumulé des projets d' investissements de Viet kieu a diminué, passant de 80 millions de dollars en 1994 à 27 millions en 2001.

[d' après **Reflets d' Asie**, Paris, avril-juin]

CAMBODGE
NOUVEAU
le journal
des
décideurs
votre
meilleur
investissement



Directeur de la publication
Rédacteur-en-chef **Alain Gascuel**
Photos **Philippe Bataillard**
Impression **CIC Centre Informatique
du Cambodge**

58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

CAMBODGE NOUVEAU

tel 023 214 610 mob 012 803 410
E-mail cn@forum.org.kh

"Double Protection au même prix !"

"Une raison de plus de vous assurer. Quand vous achetez une police Tierce Responsabilité (TPL) chez Indochine Insurance, non seulement vous êtes financièrement couvert en cas d'accident, vous ne risquez pas l'amende de 400 US\$ du fait de la nouvelle Loi, mais aussi nous vous offrons un pare-soleil bien pratique pour votre véhicule. GRATUITEMENT !"

Appelez la ligne
assistance-information
012 802 444

* Dans la limite des
stocks disponibles

ឃ្លាត្រូវបានបោះពុម្ពផ្សាយ
ដោយក្រុមហ៊ុនធានារ៉ាប់រងឥណ្ឌូស៊ីន
indochine
INSURANCE

indochine
INSURANCE

Rejoignez-nous @
www.indochine.net

No Problem Insurance Park 55, rue 178, Phnom Penh Tel: (855)(023) 210 701, 210 761 Fax: (855)(023) 210 501 E-mail: insurance@indochine.com.kh Web site: www.indochine.net